



### Comptes économiques définitifs de La Réunion

## Le PIB réunionnais a doublé en quinze ans

Entre 1996 et 2010, le PIB réunionnais a doublé, passant de 7,4 à 15,2 milliards d'euros, stimulé principalement par l'activité des sociétés ainsi que par celle des administrations publiques. Après plus d'une décennie de forte croissance, l'activité économique de l'île est impactée par la crise en 2009 : le PIB se contracte alors de - 2,7 %. Il se redresse timidement dès 2010, stimulé par la consommation mais freiné par de faibles investissements. La valeur ajoutée générée par les sociétés progresse pour s'établir à 39,6 % en 2010.

Bérangère Duplouy, Gaëlle Rabaey

En 2010, le produit intérieur brut (PIB) s'établit à 15,2 milliards d'euros (*définitions*). Il a ainsi plus que doublé entre 1996 et 2010. Jusqu'en 2007, le PIB augmente régulièrement entre + 5,5 % et + 7,4 % par an. Mais la crise économique marque un coup d'arrêt à cette progression. En 2009, le PIB recule de 2,7 % pour repartir timidement à la hausse en 2010 (+ 1,7 %) (*figures 1 et 2*).

### La consommation finale augmente comme le PIB

La consommation finale est la principale contributrice à l'évolution du PIB réunionnais. Elle double en quinze ans. La formation brute de capital fixe (FBCF) contribue plus modestement (*définitions*). Pour autant, le montant des investissements est multiplié par 2,5 entre 1996 et 2010. Enfin, comme dans la plupart des économies insulaires, le solde des échanges extérieurs contribue négativement au PIB. Seule l'année 2009 fait exception : le recul de la consommation lié à la crise a pesé sur les importations et amélioré le solde extérieur.

#### 1 Le PIB a doublé depuis 1996

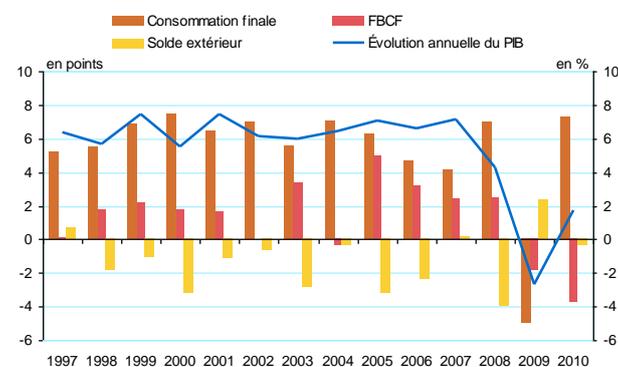
Le PIB et ses composantes principales en valeur

	1996	2010	en millions d'euros Rapport entre 1996 et 2010
<b>PIB</b>	<b>7 362</b>	<b>15 240</b>	<b>2,1</b>
Consommation finale	8 227	16 281	2,0
FBCF	1 228	3 065	2,5
FBCF / PIB	16,7 %	20,1 %	—

Source : Comptes économiques définitifs La Réunion, base 2005.

#### 2 La consommation finale, principal moteur de la croissance

Contributions à l'évolution annuelle du PIB en valeur



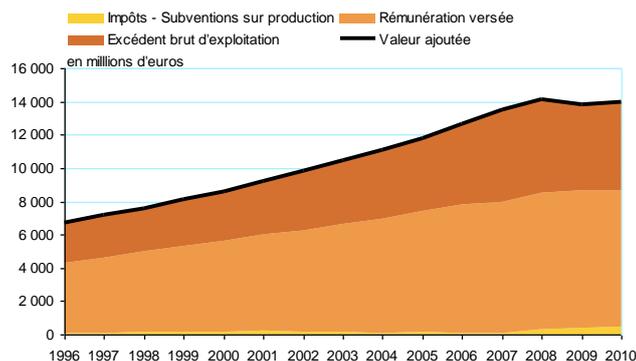
Source : Comptes économiques définitifs La Réunion, base 2005.

#### Le taux de marge augmente légèrement en quinze ans

Les branches dégagent un peu moins de 14 milliards d'euros de valeur ajoutée (VA) en 2010 soit 2,1 fois plus qu'en 1996 (*définitions*). La VA se partage entre rémunération des salariés et excédent brut d'exploitation (EBE). En 2010, les branches distribuent plus de 8,2 milliards d'euros en rémunération et dégagent 5,3 milliards d'euros d'EBE. Sur la période, l'EBE progresse un peu plus rapidement que la rémunération des salariés. La part de l'EBE dans la valeur ajoutée, également appelée taux de marge, augmente ainsi très légèrement : elle passe de 36,0 % à 37,8 % en quinze ans (*figure 3*).

### 3 La part des rémunérations dans la VA se réduit légèrement

Évolution de la VA, de l'EBE et de la rémunération des branches



Source : Comptes économiques définitifs La Réunion, base 2005.

### Les sociétés génèrent 40 % de la valeur ajoutée

La VA est essentiellement générée par les sociétés financières et non financières (5,5 milliards d'euros en 2010) ainsi que par les administrations publiques (4,3 milliards d'euros). Les ménages (y compris les entrepreneurs individuels) créent quant à eux 3,8 milliards d'euros de VA en 2010. Sur les quinze dernières années,

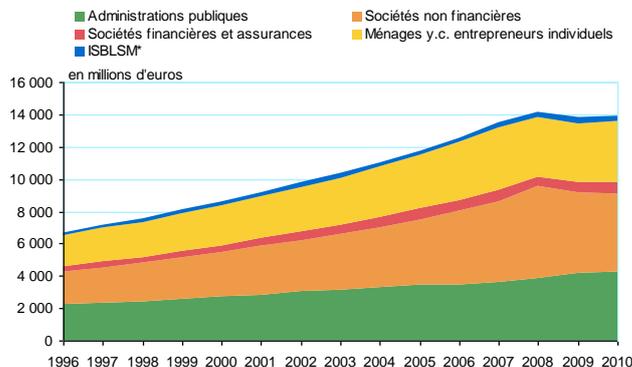
la VA des sociétés a augmenté plus rapidement que celle des administrations publiques ou des ménages.

Ainsi, la part des sociétés dans la VA totale a progressé, passant de 34,8 % en 1996 à 39,6 % en 2010 (figure 4).

L'augmentation de la VA des sociétés est plutôt régulière jusqu'en 2008. Pourtant, en lien avec la crise économique, leur valeur ajoutée recule en 2009 et 2010 tandis que celle des administrations publiques continue de progresser. Les dépenses publiques ont ainsi amorti la baisse de la VA totale en 2009 et contribué à son lent redémarrage en 2010. ■

### 4 Le poids des sociétés dans la valeur ajoutée progresse

Répartition de la valeur ajoutée par secteur institutionnel



Source : Comptes économiques définitifs La Réunion, base 2005.

\* Institutions sans but lucratif au service des ménages.

## Méthodologie

Les **comptes de définitifs** de La Réunion donnent une représentation chiffrée de l'économie de la région selon 3 angles : l'approche par les ressources et emplois de biens et de services, celle par l'activité des branches ainsi que par secteurs institutionnels.

Jusqu'à présent, les comptes définitifs de La Réunion étaient diffusés en base 95. La réropolation des comptes définitifs de La Réunion en base 2005 étant achevée, les principales données économiques sont disponibles pour les années 1996 à 2010 dans cette base.

#### La base 2005

L'art de la comptabilité nationale est d'arbitrer entre continuité des méthodes pour maintenir une comparaison des séries et adaptation aux nouvelles pratiques et réalités. Selon les recommandations du Système européen de comptabilité, la comptabilité nationale change donc régulièrement de base. Les nomenclatures d'activité peuvent être révisées, de même que les concepts de comptabilité nationale ou les méthodes.

Le changement en base 2005 s'effectue pour :

- produire et publier des comptes nationaux - ou régionaux - dans la nouvelle nomenclature d'activité française (NAF, rév. 2) ;
- intégrer les résultats du nouveau dispositif d'élaboration des statistiques d'entreprises (Esane).

Lors de ce changement de base, les méthodes sont aussi améliorées pour la mesure de l'économie dissimulée, l'action sociale ou encore les échanges extérieurs.

Les comptes définitifs sont disponibles jusqu'en 2010. Des estimations de PIB ont néanmoins été produites pour les années 2011 à 2013 dans le cadre du partenariat Cerom.

## Définitions

Le **produit intérieur brut** (PIB) sert à estimer la richesse produite par une économie durant une année.

La **consommation finale** recouvre les dépenses consacrées par les unités institutionnelles résidentes à l'acquisition de biens ou de services qui sont utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs des membres de la communauté.

La **valeur ajoutée** (VA) est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

L'**excédent brut d'exploitation** (EBE) est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés et des impôts nets des subventions sur la production.

La **formation brute de capital fixe** (FBCF) est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Une **branche** (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée (NAF).

Les **rémunérations** correspondent à l'ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Insee La Réunion-Mayotte  
Parc technologique de Saint-Denis  
10 rue Demarne - CS 72011  
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directrice de la publication :  
Valérie Roux

Rédaction en chef :  
Claire Grangé et Pierre Thibault

ISSN : 2275-4334

© Insee 2014

## Pour en savoir plus :

- [Les comptes économiques rapides pour l'outre-mer \(Cerom\) ;](#)
- Duplouy B. (dir.). « [Bilan économique de La Réunion en 2013 : la croissance reste faible](#) », *Insee Dossier Réunion* n° 1, 2014 ;
- Bessone A.-J., Passeron V., Soual H., « [Les comptes de la nation en 2013 : le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise](#) », *Insee Première* n° 1499, 2014.



**Insee**  
Mesurer pour comprendre